

## Union européenne

- À six mois des élections, plusieurs chantiers européens restent inachevés, dont le dossier migratoire et la réforme de la zone euro.
- Plusieurs leaders européens sont à la peine sur la scène nationale.
- Les Vingt-sept et Theresa May cherchent comment sortir du borbier du Brexit.

# Les Vingt-sept terminent 2018 avec la mention “auraient pu (beaucoup) mieux faire”

Analyse Maria Udrescu

1 La migration, un dossier en suspens

Le Conseil européen de ces 13 et 14 décembre était la dernière chance des (bientôt) Vingt-sept de faire de 2018, dernière année législative complète avant les élections européennes, un moment décisif pour l'Union. En 2016, en pleine déprime européenne, provoquée par la crise migratoire de 2015, la victoire du Brexit l'année suivante et la menace persistante des populistes, les États membres avaient décidé de mettre les bouchées doubles pour faire aboutir des réformes concrètes. Un engagement inscrit dans la déclaration du sommet de Bratislava et réitéré, avec des ambitions *a minima*, dans le programme des dirigeants élaboré par Donald Tusk, président du Conseil européen. Or, lors de ce sommet de décembre, les leaders de l'UE devront constater que si des progrès ont été enregistrés, le compte n'y est pas. Ils se sont révélés incapables de définir une politique d'asile commune, les avancées dans la réforme de la zone euro restent timides, les négociations du cadre financier pluriannuel 2021-2027 (CFP) ne font que commencer. Pendant ce temps, l'imbroglio autour du Brexit persiste – même si la faute revient, pour le coup, aux Britanniques (lire en page 18).

*“Il n'y a pas d'accord sur tous les aspects [de la migration], mais ce qui compte c'est le flux de migrants. Nous sommes dans une situation différente de 2016”,* soutenait un diplomate européen. Bien. Mais sur la question de la réforme de l'asile, les Européens ne sont guère avancés. *“Il y a trois camps: ceux qui veulent trouver une solution, ceux qui utilisent le sujet à des fins électoralistes et ceux qui pensent qu'on peut mettre un mur autour de l'Europe. Le jour où opère la jonction entre ces trois groupes, un accord sera possible. Mais ce ne sera jamais à Vingt-sept”,* résume un diplomate. On s'attend à ce que le sujet migratoire soit donc expédié dans la foulée d'une discussion, vendredi, sur plusieurs sujets, comme la désinformation, le changement climatique et la lutte contre le racisme.

La semaine dernière, l'Allemagne et la France ont tenté en vain de faire une proposition pour débloquer *in extremis* la réforme de l'asile: autoriser, moyennant une contribution financière, des pays à “déroger” temporairement à un éventuel mécanisme de répartition obligatoire de demandeurs d'asile dans l'UE. Cette répartition est à la fois une exigence de l'Italie et une ligne rouge des États d'Europe centrale et orientale, dans les discussions

sur la réforme du système de Dublin, qui fait peser la responsabilité de l'accueil des demandeurs d'asile sur l'État de première entrée dans l'UE.

La *deadline* du Conseil européen de juin 2018 que les États membres s'étaient imposée pour boucler ce dossier est tombée à l'eau. Les Européens évoquaient des "centres de contrôle" et des "plateformes de débarquement", censés traiter les demandes d'asile respectivement au sein de l'UE et dans les pays tiers. Deux concepts flous, que chaque État définit encore à sa sauce et qui ne sont pas près de voir le jour.

## 2 Une réforme de la zone euro loin des ambitions du président Macron

*"Les décisions qui seront adoptées prouvent que la réforme de l'Union économique et monétaire n'est pas possible qu'en temps de crise"*, se félicitait mercredi une source européenne. Ces réformes dépassent peut-être les ambitions du calendrier des dirigeants, comme s'en réjouissait cette source, mais elles sont loin de celles du président français Emmanuel Macron. Même comme ça, le projet de réformes, arraché aux ministres des Finances européens début décembre, n'est pas certain de recueillir l'unanimité ce vendredi. D'autant que la Pologne, non-membre de la zone euro, y a mis son grain de sel, estimant que le cadre envisagé n'est pas assez *"inclusif"*.

Surfant sur l'euphorie européenne provoquée par son élection, le Français avait avancé des propositions audacieuses, irréalistes diraient certains : doter la zone euro de son propre budget et d'un ministre des Finances. Certes, les États membres devraient s'entendre sur le principe d'un budget de la zone euro. *"C'est une innovation importante, on reconnaît le besoin d'un tel budget"*, se félicite-t-on en France. Mais cette victoire a coûté des concessions majeures. D'abord, ce budget ne sera pas autonome, mais intégré dans le prochain CFP, décidé à Vingt-sept. Ensuite, le montant de ce budget ne sera pas défini, alors que M. Macron voulait qu'il corres-

ponde à *"plusieurs points de PIB"* de la zone euro. Une idée tuée dans l'œuf par "la ligue hanséatique" (groupe d'États du Nord, emmené par les Pays-Bas). Finalement, ce budget n'aura pour objectif que d'améliorer la convergence et la compétitivité des économies de la zone euro. Exit sa fonction de stabilisation en cas de choc économique, chère à la France, demandée par les pays du Sud, acceptée (du bout des lèvres) par Berlin mais écartée par les pays du Nord. *"Il faut voir ce qu'on va construire à partir de là. Les débats doivent se poursuivre"*, veut croire Paris.

## 3 Les négociations sur le futur budget européen ne font que commencer

Les Vingt-sept ont tenu, ce jeudi, leur première discussion du Conseil européen sur "la substance" du CFP, tel que proposé par la Commission. Ce sommet marque donc le départ d'une difficile négociation autour d'un budget raboté de 12 à 14 milliards d'euros annuels – du fait du Brexit – et qui doit intégrer des nouvelles priorités, telles que la migration ou la défense. Se profile un marchandage entre le "clan des radins" qui refuse de mettre un euro de plus dans le pot européen, les défenseurs des "historiques" politique agricole commune et de cohésion, richement dotées, et ceux qui voudraient que l'UE revoie ses priorités, notamment vers l'innovation. La solution pourrait en partie être l'établissement de ressources propres à l'Union. Mais certains pays, dont la Belgique, sont opposés à ce que la Commission diminue le pourcentage qui leur revient (20 %) des droits de douane qu'ils collectent pour l'Union.

Reste la question sensible du lien que la Commission, poussée par Paris et Berlin, entre autres, veut établir entre le respect de l'État de droit et l'accès aux fonds européens. La proposition suscite la vive méfiance de la Hongrie, de la Pologne ou de la Roumanie. Autant dire que *"plus personne ne pense qu'on va aboutir avant les élections européennes de mai 2019"*, comme l'espérait la Commission, avoue une source européenne. L'objectif réaliste est fixé à l'automne 2019. Après les élections.

# May, Macron, Merkel, Michel et d'autres sont sur les genoux

**P**lusieurs des leaders de l'Union sont à la peine et ont en tête d'autres préoccupations que l'Europe. Passage en revue.

## 1 Theresa May (Royaume-Uni)

Il ne faut pas chercher loin pour trouver le leader européen qui se trouve dans la position la plus inconfortable. Le Brexit est le clou du cercueil de Theresa May : on ignore comment elle pourra le faire adopter par la Chambre des communes ; l'UE perd patience, l'opposition rêve de la faire chuter ; mais ses plus féroces ennemis se trouvent au sein de son parti conservateur. Elle s'est offert une *extra ball*, lundi soir, en survivant à un vote de défiance interne. Reste à voir quel usage elle pourra en faire.

## 2 Emmanuel Macron (France)

L'état de grâce du président a vécu. En politique intérieure, Emmanuel Macron est "dans le dur". Sa cote de popularité plonge (20 % d'opinions positives). L'affaire Benalla, puis les démissions successives de deux poids lourds de son gouvernement, Nicolas Hulot et Gérard Collomb l'ont affaibli. Le mouvement de contestation des "gilets jaunes" l'a ébranlé. Il n'est pas certain que son acte de contrition et l'annonce de mesures sociales suffiront à le remettre d'aplomb. Sur la scène européenne, le charme de la nouveauté s'est évaporé. Que ce soit pour la réforme de la zone euro ou la taxation des géants du numérique, le volontarisme du Français s'est heurtée aux réticences de ses partenaires. M. Macron ambitionne d'être le chef de file des progressistes pro-européens contre les "*nationalistes et les démagogues*" lors de la campagne des européennes. Est-il en position de le revendiquer ?

## 3 Angela Merkel (Allemagne)

Les législatives de septembre 2017 ont amorcé le déclin de la chancelière chrétienne-démocrate, qui a payé au prix fort sa politique d'ouverture des frontières, au plus fort de la crise de l'asile, en 2015. Sa CDU a remporté une victoire à la Pyrrhus, assombrie par l'entrée du parti d'extrême droite AfD au Bundestag. Depuis, la CDU et ses partenaires de coalition, le SPD et la CSU bavaroise, ont connu des désillusions lors de scrutins régionaux. *Muti* a compris le message. Son quatrième mandat est le dernier et elle a cédé les rênes de la CDU. Le règne de "la reine de l'Europe" touche à sa fin. Le respect demeure, l'influence s'étiolle.

## 4 Charles Michel (Belgique)

La politique européenne est l'un des dadas du Pre-

mier. Les récents événements l'obligent à concentrer sur la politique domestique. À la suite de la défection de la N-VA, qui lui refusait le droit de signer le Pacte sur les migrations, Charles Michel se retrouve à la tête d'un gouvernement minoritaire, dont on se demande combien de temps il tiendra et, s'il y tient, ce qu'il sera capable de mettre en œuvre. À commencer par l'adoption du budget 2019, que la Commission est impatiente d'examiner.

## 5 Pedro Sanchez (Espagne)

Le socialiste espagnol a sauté en juin dans le siège laissé vacant par le conservateur Rajoy, désavoué par le Parlement. L'espoir de la gauche européenne tiendra-t-il la distance ? La position de son exécutif minoritaire est fragile. La crise catalane est dormante et il a raté son premier test : son PSOE a bu la tasse aux régionales en Andalousie, un de ses bastions, qui ont vu un parti d'extrême droite, Vox, entrer dans un Parlement espagnol, une première depuis 1979.

## 6 Giuseppe Conte (Italie)

Novice en politique, Giuseppe Conte porte la voix de l'Italie au Conseil européen, mais dans les faits il tient un second rôle au sein du gouvernement, dominé par le leader du parti d'extrême droite La Ligue, Matteo Salvini, et le chef de file du Mouvement 5 Étoiles, Luigi Di Maio. L'Italie cherche la confrontation avec l'UE, sur le dossier migratoire, et a décidé de s'affranchir des règles budgétaires européennes.

## 7 Klaus Iohannis (Roumanie)

Son pays s'appête à prendre la présidence du Conseil de l'UE en janvier, mais le président Iohannis pourrait avoir la tête ailleurs. Le libéral est empêtré dans une guerre ouverte avec le gouvernement social-démocrate, dont il dénonce les abus contre la justice.

## 8 Andrej Babis (République tchèque)

Le Premier ministre milliardaire n'aurait pas, comme il le prétend, coupé tous les liens avec ses sociétés qui bénéficient de fonds européens. Plus un euro pour elle, a grondé le Parlement européen.

## 9 Viktor Orban (Hongrie)

L'homme fort de Budapest est confronté à une fronde inédite des partis d'opposition, qui ont tenté d'empêcher l'adoption d'une loi sur le temps de travail. Celle-ci suscite une vive contestation qui s'est exprimée dans la rue jeudi. "Viktator" n'a pas eu raison de tous les contre-pouvoirs.

OleB et M. U.